

Mobilisés contre la fermeture de la Poste

Fin juin 2016, un collectif pour la Poste de Biol est constitué, contre la fermeture du bureau de Biol. Un membre du groupe explique ce qui a motivé ce rassemblement : « Ce bureau est d'importance, non seulement pour notre village, mais aussi pour toutes les communes environnantes. Au moins 13 communes utilisent en effet les services de la Poste à Biol, ce qui représente plusieurs milliers d'usagers. La Poste est avant tout un service public indispensable : il faut penser aux personnes âgées, handicapées, non motorisées. L'absence de transports en commun isolera un peu plus de personnes encore. » Mi-juillet, une banderole indiquant "Non à la fermeture

de la Poste à Biol" est mise en place sur le mur mitoyen de la Poste, avec l'autorisation de sa propriétaire.

■ 2 200 signatures

Fin juillet, un communiqué de la mairie est publié. « La présence postale territoriale fait l'objet d'un contrat entre l'État, l'association des maires de France et le groupe La Poste. Ce contrat a été signé par les trois partenaires en 2014. Il prévoit la possibilité d'une transformation en agence postale communale dans le cas d'un bureau ayant une fréquentation insuffisante. »

Le 2 août, une enquête est réalisée au sortir de la Poste, de 9 heures à midi. Ce sont 50

personnes qui sont venues faire diverses opérations à la Poste de Biol.

Jeudi soir dernier, salle de l'AEP, le collectif pour la Poste de Biol invitait à une réunion d'information, d'échange et de débat. Un peu plus de 100 personnes sont venues, soucieuses du devenir de la Poste. Étaient présents de nombreux élus, maires, conseillers, commerçants et particuliers de tout le secteur proche de Biol.

Le collectif a rappelé que plus de 2 200 signatures ont été recueillies pour le maintien de la Poste. Beaucoup se questionnent sur le service public qui pourrait disparaître. De nombreux exemples ont été rapportés, rencontrés dans des communes voisines.



La soirée s'est terminée assez tard. Tous restent conscients que le problème n'est pas résolu, mais qu'il faut se mobiliser.